

CGT



RADIO FRANCE

Syndicat National de Radiodiffusion et de Télévision

Fédération Nationale des Syndicats du spectacle, de l'Audiovisuel et de l'Action Culturelle C.G.T.

Deux présidents heu-reux !... Une radio publique sans argent...

Un ex-président hilare, « heu-reux » rencontrant enfin « des gens normaux » « qui sait que l'avenir à Radio France s'y annonce périlleux » - « il n'y a plus d'argent pour la radio publique » (*Le Monde* 2 des 13-14 juin 04).

Un nouveau président qui, avant même de présenter sa politique proclame haut et fort ses opinions et préférences politiques, religieuses et privées. Pendant que le premier affirme aux médias « qu'il n'y a plus d'argent pour la radio publique », le second met en avant dans toutes ses déclarations « la trop grande importance que prend la masse salariale par rapport à l'évolution du budget ». Le même qui fait semblant de ne pas savoir encore « qu'il n'y a plus d'argent... » gaspille dès son arrivée des compétences, de l'expérience, de l'énergie, du temps de travail et des deniers publics pour satisfaire ses choix, ses préférences, ses amitiés et ses « rapports de connivence et de compréhension réciproque » (*le Figaro* du 11 06 04).

Derrière ces postures largement médiatisées se profile toujours la même politique : **restructurer toujours plus Radio France pour l'adapter toujours mieux aux exigences du libéralisme européen.**

Les injonctions sont claires : les services publics doivent « s'adapter » au marché et être privatisables à terme. Le déficit public ne doit pas dépasser les 3% prescrits par le pacte de stabilité. Donc l'Etat doit se désengager des budgets publics.

Dans ce cadre, lorsque le nouveau président affirme « vouloir faire vivre les valeurs du service public » et « poursuivre la modernisation de l'entreprise » il ne nous rassure pas. D'autant plus que maintenant, pour l'Union européenne, défendre les valeurs du service public peut très bien être de la compétence des entreprises privées (ce sont les fameux service d'intérêts général qui remplaceraient à terme tous les services publics). C'est le débat d'EDF-GDF et de toutes les grandes entreprises publiques en cours de privatisation.

On peut également comprendre que le Président compte amplifier la recherche d'économies et restrictions en interne pour éviter de demander au gouvernement les moyens financiers nécessaires au fonctionnement de Radio France. Quant aux travaux de remise aux normes de la Maison de la Radio il dit (*l'humanité* du 15 06 04) qu'ils devraient coûter 180 millions d'euros et durer 8 ans. « On va voir s'il est possible d'aller plus vite et que cela coûte moins cher » et ceux nécessaires à la mise en conformité de l'ensemble du bâtiment avec la réglementation en vigueur. Nous ne pouvons pas imaginer que le coût des travaux de la tour soit imputé sur le budget propre de l'entreprise (toujours le même article du *Figaro* du 11 06 04). Pour la CGT il faut que le gouvernement assure le financement total de ces travaux. Apparemment le nouveau président chercherait à obtenir de la Préfecture qu'elle suspende son interdiction de continuer l'activité, le temps que le gouvernement annonce la hauteur de sa participation et, si elle est insuffisante abandonner la Maison de la Radio pour nous transférer ailleurs. (Et pendant ce temps là l'ancien PDG continue de rigoler en disant qu'il n'y a pas d'argent pour la radio publique) !

JP Cluzel d'après son « schéma d'intervention » que chacun peut lire sur Intranet parle de :

- « l'enrichissement des métiers, mais aussi la promotion du mérite et de la valeur individuelle »
- « la nécessaire adaptation sociale pour endiguer l'accroissement naturel de la masse salariale »

Nous connaissons ces propos et nous savons qu'il faut les traduire par : fusion des métiers, salaires à la tête du client, redéploiements en interne, réorganisation du travail en flux tendu partout où cela reste encore possible, baisse de la production, appauvrissement des contenus et, pourquoi pas plan social ? C'est sans doute pour cela que JP Cluzel nous demande à tous de « renoncer à toute logique d'affrontement entre la Direction et les personnels... » (schéma directeur).

Monsieur le Président, la CGT n'a jamais renoncé à ses combats ni à la légitime défense des personnels et du service public.

Paris, le 15 juin 04.